



Gabriel Attal puis Amélie Oudéa-Castéra, dans la droite ligne de leurs prédécesseurs, souhaitent nous imposer leur projet pour l'École : pacte, groupes de niveaux, manuels « labellisés », SNU, évaluations standardisées, uniforme, « fondamentaux ». A bien des égards, ce n'est pas l'école de papi et mamie que l'on nous propose, mais l'école des grands-parents de papi et mamie.

L'uniforme ? Il n'a jamais été obligatoire en France. Aucune étude scientifique ne tend à prouver ses bienfaits à ce jour.

Les fondamentaux ? Accroître la part des enseignements fondamentaux n'a pas conduit à une réduction des inégalités. Persister à concentrer davantage les apprentissages sur ces aspects contribue à priver les enfants issus des classes populaires des savoirs émancipateurs dont bénéficient les élèves favorisés. Ferdinand Buisson et Jules Ferry expliquaient déjà que les fondamentaux, étaient tout sauf le français et les mathématiques.

Les manuels labellisés par le ministère ? Un seul exemple depuis les années 1880, le régime de Vichy qui établit une liste de ceux pouvant être utilisés.

Les fondateurs de l'école républicaine, laïque, gratuite et obligatoire, doivent se retourner dans leurs tombes ! Ce projet est un projet politique de ministres qui n'ont rien à faire du service public d'Éducation, qu'ils ne le connaissent pas ou peu.

Depuis sa prise de fonction, la ministre tient des propos mensongers, faisant la promotion de l'école privée et discréditant l'école publique.

Son discours hautain et méprisant pour les personnels est une caricature du projet de ségrégation scolaire et d'un entre-soi assumé, déjà porté dans les politiques éducatives menées depuis 2017.

La FSU-SNUipp rappelle que les fonds publics doivent aller au service public et que l'école pour toutes et tous c'est bien l'école publique.

Pour la FSU-SNUipp, Amélie Oudéa-Castéra a perdu tout crédit pour remplir ses missions au sein de l'Éducation Nationale. Elle ne peut donc rester à ce ministère et doit être remplacée par un.e ministre de plein exercice à l'éducation nationale.

Le CSA-SD d'aujourd'hui a pour objet la carte scolaire du premier degré. Les 102 alertes sociales déposées par la FSU-SNUipp en novembre dernier ont eu pour effet de ramener les 1709 fermetures de postes prévues à 650. Ce nombre est encore trop élevé. Notre département, avec une baisse d'effectifs très marginale et un taux de pauvreté parmi les plus élevés, aurait dû bénéficier d'une dotation positive. Une fois de plus, notre ministère ne se donne pas les moyens de ses objectifs. Toutes les créations de postes proposées aujourd'hui seront forcément compensées par des fermetures.

Nos écoles, nos élèves, les personnels, ont besoin de moyens supplémentaires pour assurer les remplacements, abaisser les effectifs de toutes les classes, améliorer fortement le fonctionnement de l'école inclusive et reconstituer tous les RASED.

Contrairement à ce qu'a tenté d'expliquer Mme la Rectrice lors du CSA académique, les moyens provisoires alloués aux écoles pour cette année scolaire portaient bien leur nom. Les représentants de la FSU à Montpellier avaient bien raison d'insister pour demander des explications ... qui sont restées bien vagues. Nous comprenons pourquoi !

Enfin, le contenu des documents de travail était largement incomplet. Il manquait des éléments essentiels pour chaque école : nombre de classes total ? Effectifs complets ? Présence d'une ULIS ou autre dispositif ?

Pour terminer, la proportion très importante de fiches SST liées au mal être et à la souffrance au travail et la volonté de plus en plus affirmée de « quitter le navire » montrent bien que nos collègues ont besoin de réponses rapides à l'inclusion sans moyens, aux non remplacements, ... mais aussi à l'absence de véritable reconnaissance salariale. Ce mal être est en plus accentué par les annonces du choc des savoirs qui sont une remise en cause fondamentale de la professionnalité enseignante mais aussi des objectifs de l'école publique.